

## Le fonds routier fera grimper le prix de l'essence

Plus d'un milliard de francs par an risquent de manquer dans la caisse routière dès fin 2017.

Après le «oui» populaire au fonds ferroviaire, le Conseil fédéral a mis mercredi en consultation un fonds routier. Cet instrument doit pérenniser le financement des routes nationales et du trafic d'agglomération, mais il risque de faire grimper le prix de l'essence de 15 centimes par litre. Avec l'explosion du trafic routier, il faut trouver de nouvelles recettes pour garantir un réseau routier performant. Si rien n'est fait, il manquera plus d'un milliard de francs par an dans la caisse routière dès fin 2017 et rien ne pourra être fait pour réduire les bouchons, averti la conseillère fédérale Doris Leuthard.

Les automobilistes devront mettre la main au porte-monnaie, mais ils auront le dernier mot car le nouveau Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération serait inscrit dans la constitution. Il prendrait le relais du fonds d'infrastructure (limité à 2027) et financerait l'entretien, l'exploitation et l'extension du réseau.

Le Conseil fédéral n'a guère modifié son projet dévoilé en juin. Le fonds permanent serait alimenté par les recettes de la vignette, l'impôt sur les véhicules automobiles et une surtaxe sur les huiles minérales revue à la hausse. Deux variantes sont proposées. Selon la première, privilégiée par le Conseil fédéral, deux tiers de l'impôt sur les véhicules automobiles qui alimente les caisses fédérales seraient affectés au fonds (266 millions). La surtaxe sur les huiles minérales passerait de 30 à 45 centimes par litre, ce qui rapporterait 683 millions.

L'autre option prévoit d'attribuer toutes les recettes de l'impôt sur les véhicules (400 millions) au nouveau fonds et de relever la surtaxe sur les huiles minérales de 12 centimes seulement, à 42 centimes (546 millions).

Dès 2020, les véhicules électriques seraient quant à eux frappés d'un nouvel impôt. La somme envisagée est de 340 francs. Il n'y a pas de raison que ces automobilistes qui utilisent eux aussi l'infrastructure ne passent pas à la caisse, a justifié la ministre des transports. Selon elle, la hausse de la surtaxe sur les huiles minérales est «acceptable». Cela représente 14 à 18 francs de plus par mois et par ménage, un niveau déjà vite atteint par les variations du prix de l'essence à la pompe. Sans moyens supplémentaires, il faudra se limiter à maintenir la substance du réseau. La surtaxe n'a en outre pas été revue depuis 40 ans et devrait donc être périodiquement adaptée au renchérissement. Le gouvernement veut aussi faire des économies en ajournant et échelonnant des projets pour améliorer les infrastructures de transport dans les villes et les agglomérations.

A l'avenir, tous les travaux d'extension du réseau des routes, et pas seulement l'élimination des goulets, devraient être regroupés dans le Programme de développement stratégique des routes nationales (PRODES). — (ats)

# L'inspiration du Liechtenstein

CHRISTIAN FROMMELT. *Le politologue esquisse la possibilité d'une solution similaire pour aplanir le différend migratoire avec l'UE.*

La Suisse et le Liechtenstein sont deux petits Etats prospères et très attractifs au cœur de l'Europe. Après le vote du 9 février, la Confédération pourrait s'inspirer de la solution négociée par la principauté, le seul Etat de l'Espace économique européen (EEE), lequel inclut le territoire de l'Union européenne (UE), à être autorisé à appliquer des contingents. Le politologue Christian Frommelt, chercheur spécialisé en relations européennes au Liechtenstein-Institut, fait un tour d'horizon avec L'Agefi.

### Comment la solution liechtensteinoise se présente-t-elle en pratique?

Le gouvernement liechtensteinois est tenu d'attribuer un nombre minimal d'autorisations de séjour aux ressortissants de l'EEE. Il est ensuite libre de limiter l'immigration comme il le souhaite. Quant à la mise en œuvre, il faut distinguer deux processus. La moitié des autorisations sont tirées au sort selon le principe de l'égalité des chances. Les autres autorisations sont attribuées par le gouvernement, qui doit respecter le principe de la non-discrimination et éviter les entorses à la concurrence: cela signifie que le nombre d'autorisations attribuées à une branche économique ou à des entreprises particulières doit s'orienter selon le nombre d'emplois. Cela suffit-il toutefois à répondre aux besoins de l'économie?

L'économie a demandé à plusieurs reprises une augmentation ou même une abrogation des contingents. En conséquence, le gouvernement liechtensteinois a décidé il y a trois ans d'accorder 10% d'autorisations de séjour supplémentaires. Au vu de la demande élevée de main d'œuvre spécialisée et des capacités croissantes dans l'immobilier, différents acteurs économiques ont jugé cette augmentation insuffisante. La pression de l'économie sur la politique peut néanmoins être considérée comme faible, du fait qu'une grande partie de la demande sur le marché du travail est en mesure d'être comblée par les frontaliers. Ceux-ci ne font face à aucune limitation tangible au Liechtenstein.

### Comment cette solution pourrait-elle être adaptée à la Suisse, eu égard aux différences considérables de taille?

Si la Suisse veut maintenir un accès facilité au marché intérieur de l'UE grâce aux accords bilatéraux, la solution liechtensteinoise me semble le meilleur résultat de négociation qu'elle puisse obtenir avec l'UE. Le contingentement garantirait une augmentation nette des ressortissants de l'EEE résidents et actifs. A la différence du Liechtenstein, ces contingents ne devraient cependant pas être statiques, afin de pouvoir compenser les fluctuations naturelles sur le marché du travail. Pour

le calcul des contingents liechtensteinois, deux aspects furent déterminants: le niveau de l'immigration durant les années précédentes, ainsi que le niveau de la population résidente étrangère, qui selon le vœu de la politique liechtensteinoise, ne devait pas dépasser un tiers.

Comment la question de la non-discrimination est-elle résolue? Le principe de la non-discrimination est d'une importance capitale pour l'UE et s'applique également au Liechtenstein. Pour l'essentiel, cela signifie que tous les ressortissants d'Etats-membres de l'EEE, indépendamment de leur nationalité, bénéficient des mêmes chances pour obtenir une autorisation de séjour. Le principe de la non-discrimination exclut également la préférence nationale. De ce fait, le Liechtenstein a dû réviser de nombreuses dispositions légales qui liaient certaines activités professionnelles à la nationalité ou à la résidence au Liechtenstein.

### L'une des critiques émises en Suisse a porté sur le regroupement familial...

Durant les négociations avec l'UE, le Liechtenstein s'est efforcé en vain d'obtenir un contingentement pour le regroupement familial. Il s'agit d'une partie intégrante de la libre circulation des personnes dans l'UE et, en tant que telle, elle n'est probablement pas négociable. Pour le Liechten-

stein, cela signifie actuellement que dans le cadre du regroupement familial, environ le double d'autorisations de séjour sont émises que ce qui est attribué ou tiré au sort par le gouvernement. L'application correcte du regroupement familial est également contrôlée par l'instance de surveillance de l'AELE et la cour de l'AELE.

### Comment évaluez-vous la situation politique dans l'UE en vue d'une solution similaire avec la Suisse?

La libre circulation des personnes fait l'objet de discussions répétées au sein même des Etats-membres de l'UE. Je ne serais dès lors pas étonné, en cas de forte poussée des partis critiques de Bruxelles lors des élections européennes de mai prochain, que certains acteurs demandent également des contingents. Cependant, je ne m'attends pas à ce qu'un Etat de l'UE limite la libre circulation des personnes par des contingents à moyen terme: les avantages économiques en sont trop importants, alors que les possibilités de pilotage politique sont trop faibles dans un monde ouvert et très intégré.

### Des concessions envers la Suisse feraient-elles figure de précédent?

Du fait de la petite taille du Liechtenstein, qui ne peut vraiment faire office de référence, les négociations entre la Suisse et l'UE

donneraient forcément l'impression de créer un précédent. L'UE a déjà accepté à plusieurs reprises des solutions flexibles d'intégration. La condition sera à mon avis que la Suisse envoie de son côté un signal positif, en présentant par exemple une solution pour les questions institutionnelles devant régler la voie bilatérale.

### Et en ce qui concerne la faisabilité au niveau suisse?

L'acceptation de l'initiative sur l'immigration de masse place la Suisse devant un lourd défi. La suspension de différentes négociations aussi bien par l'UE que par la Suisse suggère qu'il reste à la Suisse moins de temps qu'initialement prévu pour trouver une solution. La faisabilité suisse comporte deux dimensions. D'une part, il convient de déterminer dans quelle mesure les initiateurs tiennent à une mise en œuvre exacte du texte de l'initiative: c'est moins le contingentement que la préférence nationale que je perçois ici comme obstacle principal vis-à-vis de l'UE. Par ailleurs, la Suisse doit également, comme je l'ai mentionné, envoyer un signal positif quant à sa politique européenne: le résultat des discussions sur les «juges étrangers» et la «reprise automatique du droit» conditionnera donc également la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse.

INTERVIEW: PIERRE BESSARD

# La justice suisse neutralisée par de grandes raisons d'Etat

IOULIA TIMOCHENKO. *Le cas de l'ancienne inspiratrice de la Révolution orange en Ukraine vient rappeler que la Suisse se retrouve parfois bien seule à lutter contre la corruption dans le monde.*

IAN HAMEL

Sur l'Euromaïdane, la place de l'indépendance à Kiev, l'ancien premier ministre Ioulia Timochenko est apparue en chaise roulante après la fuite annoncée du président ukrainien Viktor Ianoukovitch. «Pourtant, les manifestants ne se sont jamais réclamés de Timochenko, commente Emilia Nazarenko, correspondante à Genève du quotidien *Den (Le Jour)*, et présidente de l'Association des journalistes étrangers en Suisse. Elle est très contestée. Très peu d'Ukrainiens voteraient pour elle aujourd'hui.»

On peut comprendre. Depuis plusieurs mois, l'étude d'avocats britannique Lawrence Graham, mandatée par les autorités ukrainiennes, mène des enquêtes, à Genève ou aux Etats-Unis pour retrouver des sommes importantes liées à Ioulia Timochenko. L'ancienne inspiratrice de la Révolution orange de 2006 est pourtant soutenue par l'Union européenne et par les Etats-Unis, qui la considéraient en premier lieu comme pro occidentale. La justice américaine

est allée jusqu'à ignorer son implication dans de multiples affaires de corruption liées à l'achat de gaz russe. Or, des enquêtes menées depuis 1998 déjà par la Suisse, premier Etat à enquêter sur la corruption dans les milieux politiques ukrainiens, ont clairement mis en cause Ioulia Timochenko.

C'est bien la Suisse qui a impliqué pour la première fois Pavlo Lazarenko, ancien premier ministre ukrainien, pour blanchiment d'argent. Il est arrêté alors qu'il franchit la frontière à Bâle en décembre 1998, avec un passeport panaméen. Contrairement aux autres Etats européens, la Suisse exécute la vingtaine de commissions rogatoires internationales envoyées par Kiev. Le dossier est confié au juge genevois Laurent Kasper-Ansermet. Il découvre que Ioulia Timochenko a ouvert à Chypre une société baptisée Sommolli Enterprises, en octobre 1992. Un an après l'indépendance de l'Ukraine. Elle est alors très liée à Pavlo Lazarenko, qui va devenir premier ministre. La jeune femme va prendre la tête de la compagnie de distribution du gaz



Les enquêtes sur la corruption menées depuis 1998 par la Suisse ont clairement mis en cause l'ex-première ministre ukrainienne.

russe en Ukraine, United Energy Systems of Ukraine (UESU). Pour des raisons qui n'ont apparemment pas de justifications économiques, UESU transfère 140 millions de dollars à Chypre. Les fonds prennent ensuite la direction de la Suisse (dans les cantons de Fribourg, Genève, Vaud et Zurich en particulier), de la Pologne, des Etats-Unis, et du paradis fiscal d'Antigua (Caraïbes). Pavlo Lazarenko devient le premier homme politique condamné pour blanchiment en Suisse. En 2000, il est condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis, et interdiction de séjour. On lui confisque six millions de dollars. La suite de l'affaire concerne toutefois les Etats-Unis, où l'ancien premier ministre a été incarcéré. A l'origine, Ioulia Timochenko est

considérée comme «co-conspiratrice» avec Pavlo Lazarenko (des documents laissent entendre qu'elle serait sa maîtresse). En 2006, l'ancien premier ministre est toutefois seul à être condamné à neuf ans de prison pour blanchiment. Le nom de Iouri Timochenko a été sorti du dossier de la justice américaine. Entre-temps, elle s'est teinte en blond, adoptant les tresses des paysannes ukrainiennes (alors qu'elle est russo-lettonne d'origine), et est devenue l'égérie de la Révolution orange. En janvier 2005, Iouri Timochenko devient premier ministre à son tour. Le journaliste allemand Frank Schumann, dans un livre traduit en français et intitulé «La princesse du gaz» (sous-titré «Espions, amour et corruption»), rappelle qu'elle est également soupçonnée d'avoir commandité l'assassinat du député Yevhen Chcherban en 1996. Malgré cela, les Etats-Unis et les Etats occidentaux protestent en 2010 contre sa condamnation à sept ans de réclusion, affirmant que sa peine n'est motivée que par des raisons politiques. Ils demandent déjà sa libération. Il sera intéressant de voir l'attitude du nouveau gouvernement (ou nouveau régime) vis-à-vis du cas non résolu de l'ancienne dirigeante de United Energy Systems of Ukraine. ■

## Erasmus: l'UE suspend l'application à la Suisse

La Commission européenne a confirmé que la Suisse ne participerait plus aux programmes «Horizon 2020» et «Erasmus plus». La Commission européenne avait suspendu les négociations sur la participation suisse aux programmes européens sur la recherche scientifique «Horizon 2020» et «Erasmus plus» après la votation du 9 février et la décision du Conseil fédéral de suspendre l'élargissement de la libre circulation avec la Croatie. «Le programme Erasmus ne va pas s'appliquer à la Suisse», a confirmé Olivier Bailly, porte-parole de la Commission. Le commissaire européen en charge de l'Emploi, Laszlo Andor, a de son côté rappelé la position de l'UE selon laquelle la libre circulation des personnes «est un droit fondamental» qui «n'est tout simplement pas négociable».

Le ministre aux affaires étrangères suppléant de l'UE, le Grec Dimitrios Kourkoulas, a répété que les quotas pour l'immigration que la Suisse désire instaurer ne sont pas acceptables. Il a enjoint la Confédération à signer l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie, et redit qu'elle ne pouvait pas bénéficier d'un «menu à la carte».

Daniel Cohn-Bendit, chef de file des Verts, a prédit que les Suisses «reviendront à genoux parce qu'ils ont besoin de l'Europe» — (ats)